La première victime d'une guerre, c'est la vérité. Les écoles ne fermeront pas, les masques ne sont pas nécessaires, le travail doit continuer, les élections peuvent se tenir, tout est prêt pour assurer les cours à distance… Pas de polémiques inutiles ! L'heure est à la mobilisation unanime et à l'union sacrée… mais nous n'oublierons rien.

Nous n'oublierons pas que l'Hôpital est en grève depuis plus d'un an, réclame des moyens, des lits et des personnels. Les agents hospitaliers n'ont à ce jour rien obtenu d'autre qu'une plateforme d'écoute psy, une maigre prime et quelques promesses. L'hommage opportuniste du pouvoir ne pèse pas lourd face au mépris d'un gouvernement qui les a patiemment déshabillé•es et les envoie aujourd'hui en première ligne sans gilet pare-balle.
Tchernobyl a eu ses « nettoyeurs », nous aurons les nôtres.

NI OUBLI, NI PARDON

Nous n'oublierons pas la réforme de l'assurance chômage qui a poussé dans la misère les précaires et les saisonnier•es, auxquel•les on demande aujourd'hui
d'« aider » les agriculteurs•trices « à nourrir la France ».
Nous n'oublierons pas que dans cette « guerre », ce sont en grande majorité des femmes qui sont sur le front : aide soignantes, infirmières, profs, proches de malades, caissières… mères isolées et confinées avec des enfants à charge, femmes recluses dans la « cellule familiale ». Les violences sur les femmes ont augmenté de 32 % en Italie avec le confinement. Les statistiques pour la France ne laissent aucun suspense.
Nous n'oublierons pas la réforme des retraites qui voulait faire les poches de tou•tes ces « privilégié•es » qui triment dans les hôpitaux, qui gardent aujourd'hui les gosses des personnels hospitaliers au prix de leur santé, qui assurent les livraisons, l'entretien des réseaux électriques et telecom, l'ouverture des ravitaillements de nourriture, la veille sanitaire et sociale et tous les « services vitaux » pour le fonctionnement du pays. Force est de constater que la catégorie « des salarié•es essentiel•les » pour le pays recouvre assez parfaitement celle de smicard•e et de fonctionnaire. Les gros salaires, eux, « télétravaillent »… et on parvient étonnamment à se passer des traders, des notaires, des banquier•ères, des managers, des publicitaires et de tou•tes les autres professionnel•les de la nuisance sociale, « confiné•es » au grand air dans leurs résidences secondaires.
Nous n'oublierons pas les innombrables contrats précaires, chauffeur•ses Uber ou livreur•ses, auto entrepreneur•ses, vacataires, indépendant•es, modèles de flexibilité
et d'esprit d'entreprise de la « startup nation », premières victimes économiques du confinement et du néolibéralisme.

ÉTAT D'URGENCE CAPITALISTE

La guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pas besoin d'avoir lu Clausewitz pour trouver dans les dernières mesures gouvernementales une simple et vertigineuse radicalisation de la direction prise par le pouvoir ces dernières années. Dans sa loi sur « l'état d'urgence sanitaire », il y a des wagons d'ordonnances.
Certaines ordonnances démantèlent ce qui reste de droit du travail et de contrepouvoir. D'autres consacrent, dans un même mouvement, le règne sans partage du pouvoir exécutif et d'un patronat maître absolu. Il ne reste qu'à enrober la pire attaque contre le droit du travail depuis 75 ans dans un appel à la cohésion nationale pour fabriquer l'antidote à toute critique politique de la situation. On profite de la stratégie du choc pour faire passer l'inacceptable « démocratiquement ».

ET LES PROFS DEVINRENT DES HÉROS

Bien sûr, le président, son ministre de l'éducation, ses recteurs•trices, ses inspecteurs•trices, tous nous ont chaleureusement remercié•es « pour notre engagement ».Il fallait aller s'occuper des enfants de soignant•es.
Étonnamment, les enfants de caissiers•ères ou de livreur•ses n'étaient pas concernés. Pas plus de masque dans les écoles qu'à l'hôpital, décidément tous les « managers publics » sont les mêmes. L'engagement personnel en bandoulière et un rappel des « mesures barrières » à faire appliquer à des enfants de 3 à 14 ans, voilà les outils mis à disposition des personnels de l'éducation. Partout, pourtant, il y a eu plus de volontaires que de besoins à couvrir. De la part d'une profession qui ne regarde que ses petits intérêts corporatistes, qui prend en otage les élèves à chaque grève pour défendre ses acquis, incapable de s'adapter et rétive à toute réforme, on aurait pu trouver ça étonnant. Aucun éditorialiste pour relever la contradiction ? Dommage.

ET LES PROFS DEVINRENT « BRANCHÉ·ES »

Il faudrait même dire connecté•es. Le mammouth 2.0 existe, pour le meilleur et surtout pour le pire. Le jeudi 12 mars, le président annonce la fermeture des établissements scolaires et prend à contre-pied le ministre visionnaire Blanquer, qui le matin même, déclarait que « la fermeture totale de toutes les écoles n'avait jamais été envisagée ».

LA (DIS)CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE

Le même Blanquer nous présente son concept de « continuité pédagogique » pour la période qui s'annonce. Jolie formule, imparable, inattaquable… en effet, comment être contre « la continuité pédagogique » quand on est enseignant•e ?
En guise de continuité, on a surtout assisté à la continuité d'une école qui amplifie les inégalités sociales plus encore en « distanciel » qu'en « présentiel », puisque si les écrans sont des « fenêtres sur le monde », celles et ceux qui n'en ont pas se retrouvent surtout face au mur.
Tout le monde le sait et les profs plus que quiconque. Dans ce cas, comment comprendre que la plupart de nos collègues se soient jeté•es à corps perdu dans le « télétravail » et le suivi à distance, inondant leurs élèves de devoirs à faire, de cours virtuels, voire de contrôles ! À tel point que la FCPE a officiellement demandé de baisser le débit et la mise sous pression des élèves quand ce n'est pas la hiérarchie elle même qui a dû freiner certain•es collègues. Bien sûr, on peut maintenir un lien social et proposer des contenus via les outils numériques aux élèves. Mais parler de « continuité pédagogique » dans le contexte que nous vivons relève d'abord de la continuité démagogique pour un ministre déjà très expérimenté en matière d'annonces creuses et de populisme scolaire.

CONTRÔLE TOTAL PAR LA TECHNOLOGIE

L'école numérique, c'est le rêve des technocrates et c'est un cauchemar pour les profs honnêtes. Nous affirmons en toute pondération que les profs connecté•es, travaillant en continu, « innovant•es » dans des supports accessibles à une minorité et adaptant ses contenus aux outils du « XXIe siècle » ne font pas leur travail, ils et elles le trahissent.
La technologie consacre le contrôle total (fichage, tri, traçabilité, sélection) de l'école sur les enfants et du pouvoir technocratique des managers de l'Éducation nationale sur ses agents (nous).
L'école numérique devient le cheval de Troie de la libéralisation totale de l'enseignement quand chaque prof est renvoyé•e seul•e derrière son poste et que les suivis, les parcours, les contenus et la sélection s'en trouve opportunément « individualisées ».

LA SANTÉ ET LE SOCIAL AVANT LA PÉDAGOGIE

Nous demandons à nos collègues de retrouver l'ordre des priorités qu'exige le moment que nous vivons : d'abord le social et le sanitaire, le pédagogique ensuite, la poursuite à toute force du programme, jamais. En effet, il n'est pas question d'aborder de nouvelles notions dans ces conditions et encore moins de soumettre les élèves à des contrôles surtout s'ils doivent valider des diplômes ou entrer dans le cadre de « contrôles continus », LSU compris ! Notre hiérarchie voudrait que tout continue alors que tout s'effondre. Nous prétendons plutôt qu'il faudrait reconstruire, maintenant et autrement, ce qui a été détruit.

REPORT DES EXAMENS ET DES CONCOURS

Il n'est pas non plus envisageable pour nous d'accepter que les notes du « contrôle continu » servent de base pour octroyer des diplômes comme le bac sous prétexte de tenir les délais.
Pour les concours, le report doit s'imposer. Pour les validations de stage (comme à l'INSPE), elles doivent être automatiques. Si les circonstances sont exceptionnelles, il faut que l'exception profite au plus grand nombre et ne pénalise personne. Si, comme le dit notre ministre, il y a du positif dans la situation présente, c'est qu'il est désormais clair pour tout le monde que les contreréformes des retraites, de l'assurance chômage, des E3C et l'assèchement des services publics ont précipité le naufrage et qu'il s'impose de les enterrer avec autant de détermination qu'on se débarrasse d'un virus létal.